

F

FACILITÉS DE TRANSPORTS. —
Voy. *Travail* (Réglementation du), § 16.

FACTURES.

— des artisans et petits entrepreneurs. —
Voy. *Reconstruction*, § 1.

FACULTÉS.

— de droit. — Voy. *Enseignement supérieur*,
§ 2.

Voy. aussi *Enseignement supérieur*, § 1.

**FACULTÉ DES SCIENCES DE DIJON,
BESANÇON, CAEN, POITIERS,** Obser-
vations y relatives, voy. *Budget de l'exercice
1946*, § 2 (EDUCATION NATIONALE), *Discussion
générale*.

FAILLIS NON RÉHABILITÉS. —
Voy. *Droits politiques*.

FAILLITES. — Proposition de loi de
M. Robert Lecourt et plusieurs de ses collègues
tendant à compléter l'ordonnance du 21 avril
1945 et à rouvrir certaines opérations de faillite
ou de liquidation judiciaire, présentée à l'As-
semblée Nationale Constituante le 17 janvier
1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission
de la justice), n° 299; rapport collectif le

10 avril (2^e séance) par M. Joannès Charpin,
n° 970; rapport retiré (*J. O.* du 20 avril 1946,
p. 2074) (voy. *Guerre 1939-1945*, §§ 4 et 6).

FAITS DE COLLABORATION. —
Voy. *Collaboration*, §§ 1, 2, 3.

FAMILLES (Logement des). — Voy.
Loyers et fermages, § 10.

**FAMILLES DE CEUX QUI NE SONT
PAS RENTRÉS,** Observations y relatives,
voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (PRISONNIERS,
DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS), *Discussion générale*.

FAMILLES NOMBREUSES.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de MM. Joseph
Denais, Charles Rousseau et Pierre Burgeot
tendant à instituer au profit des mères de
familles nombreuses une retraite proportionnelle
au nombre de leurs enfants, présentée à l'Assem-
blée Nationale Constituante le 23 janvier 1946
(renvoyée à la Commission de la famille),
n° 317; rapport le 18 avril (3^e séance) par
M. Louis Siefridt, n° 1100.

§ 2. — Proposition de résolution de M. Jean
Cayeux et plusieurs de ses collègues tendant à
inviter le Gouvernement à appliquer sans délai
les mesures résultant des délibérations prises à
l'unanimité par le Conseil municipal de Paris et

le Conseil général de la Seine accordant aux familles nombreuses une réduction de tarifs sur l'ensemble des réseaux de transports en commun souterrains et de surface, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 5 février 1946 (Renvoyée à la Commission de la famille), n° 352; rapport le 7 mars (2^e séance) par M. Jean Cayeux, n° 607. Adoption le 10 avril 1946 (1^{re} séance). — Proposition de loi n° 117.

DISCUSSION [10 avril 1946] (A., p. 1662); Sont entendus dans la discussion générale: MM. Jean Cayeux, Rapporteur; Auguste Touchard, Jules Moch, Ministre des Travaux publics et des Transports; Mme Simone Rollin, MM. Jean Cayeux, Rapporteur; Jules Moch, Ministre des Travaux publics et des Transports; Jean Cayeux, Rapporteur; Clôture de la discussion générale (p. 1664); Adoption de la proposition de résolution (ibid.).

§ 3. — Enfants des. — Voy. *S. N. C. F.*, § 1^{er}.

— Mères de. — Voy. *Vieux travailleurs*, § 7.

— Pères de. — Voy. *Impôts*, § 29.

FAMILLES NOMBREUSES (Logement des), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (POPULATION), *Discussion générale*.

FAMINE. — Voy. *Algérie*, § 16.

FÉDÉRATIONS DE PRISONNIERS ET DE DÉPORTÉS (Secours aux), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (PRISONNIERS, DÉPORTÉS ET RÉFUGIÉS), *Discussion générale*.

FEMMES.

— de déportés non rapatriés. — Voy. *Loyers et fermages*, § 27.

— mariées. — Voy. *Nationalité française*, § 2.

Voy. aussi: *Impôts*, § 30. — *Organisation judiciaire*, § 2.

FERMAGE (Statut du), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (AGRICULTURE), *Discussion générale*.

FERMAGES.

— Prix des. — Voy. *Loyers et fermages*, §§ 2, 24.

— Statut juridique du. — Voy. *Loyers et fermages*, §§ 6, 18, 19, 20, 21, 23.

Voy. aussi: *Loyers et fermages*, § 3.

FÊTES ET JOURS FÉRIÉS.

§ 1^{er}. — Projet de loi relatif à la journée du 1^{er} mai 1946, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 13 avril 1946 (2^e séance) par M. Ambroise Croizat, Ministre du Travail et de la Sécurité sociale (renvoyé à la Commission du travail), n° 1033; rapport le 23 avril par M. Pierre Segelle, n° 1155. Adoption sans débat le 26 avril 1946 (2^e séance). — Projet de loi n° 244.

Loi du 26 avril 1946, promulguée au *Journal officiel* du 28 avril.

§ 2. — Projet de loi fixant la date de la commémoration de la Victoire, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 avril 1946 (2^e séance), par M. André Le Troquer, Ministre de l'intérieur (renvoyé à la Commission de l'intérieur), n° 1236. Adoption sans débat le 26 avril 1946 (2^e séance). — Projet de loi n° 248.

Loi du 7 mai 1946, promulguée au *Journal officiel* du 8 mai 1946.

FICHER SANITAIRE. — Voy. *Prostitution*, § 2.

FISCALITÉ, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (LOI DE FINANCES), *Discussion générale*.

FLAGRANT DÉLIT. — Voy. *Organisation judiciaire*, § 3.

FLOTTE DE PÊCHE EN ACIER. — Voy. *Pêche maritime*.

FOIRE-EXPOSITION INTERNATIONALE D'UTRECHT. — Voy. *Commissions d'enquête*, § 21.

FONCTION ENSEIGNANTE
(Revalorisation de la) Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (EDUCATION NATIONALE), *Discussion générale*.

FONCTION PUBLIQUE (Rémunération de la), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2, *Discussion générale*.

FONCTIONNAIRES.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. René Peeters et plusieurs de ses collègues, tendant à attribuer aux fonctionnaires, agents et ouvriers des services publics et des services concédés, une indemnité mensuelle provisionnelle de 1.000 francs, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 23 novembre 1945 (renvoyée à la Commission des finances et du contrôle budgétaire), n° 17.

§ 2. — Proposition de loi de M. Marc Dupuy et plusieurs de ses collègues, tendant à attribuer aux fonctionnaires en activité et retraités, aux agents, ouvriers et retraités des services publics concédés et des collectivités publiques, une indemnité d'attente de 1.000 francs par mois et à la revalorisation de leurs traitements et retraites, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante, le 23 novembre 1945 (renvoyée à la Commission des finances et du contrôle budgétaire), n° 24.

§ 3. — Proposition de résolution de M. Paul Bacon et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à procéder d'urgence à la revalorisation des traitements et salaires des agents des Services publics et à la péréquation de leurs retraites, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 11 décembre 1945 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 62.

§ 4. — Propositions de loi de MM. Marcel Ribère, Marcel Gatuing et Paul Viard, tendant à abroger la loi du 15 février 1941, relative à la retraite anticipée des fonctionnaires et à étendre à l'Algérie les dispositions du décret du 17 juin 1938 relatif à la même question, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 18 décembre 1945 (renvoyée à la Commission

des pensions et pour avis à la Commission de l'intérieur et à la Commission des finances), n° 133 ; rapport le 31 janvier 1946 par M. Robert Pouille, n° 342 ; rapport supplémentaire le 7 mars 1946 (2^e séance) par M. Robert Pouille, n° 609 ; avis de la Commission de l'intérieur le 13 mars (2^e séance) par M. Marcel Rupied, n° 662.

§ 5. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais, tendant à inviter le Gouvernement à reviser les limites d'âge fixées pour la remise à la retraite des fonctionnaires civils et militaires, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 21 décembre 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 170.

§ 6. — Proposition de résolution de M. Joseph Denais, tendant à inviter le Gouvernement à assurer l'indépendance des fonctionnaires, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 21 décembre 1945 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 173.

§ 7. — Proposition de résolution de M. André Pailhieux et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à modifier d'urgence les règles de titularisation des auxiliaires âgés de plus de 60 ans, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante, le 22 décembre 1945 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 187 ; rapport le 30 mars 1946 (2^e séance) par M. Yves Fagon, n° 827. Adoption sans débat le 18 avril 1946 (1^{re} séance). — Résolution n° 155.

§ 8. — Proposition de loi de M. André Marie et plusieurs de ses collègues, tendant à compléter les dispositions de l'ordonnance du 29 novembre 1944 sur la réintégration des fonctionnaires frappés par l'acte de l'Etat français du 17 juillet 1940, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 27 décembre 1945 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 219 ; rapport le 2 avril (2^e séance) par M. Eugène Doyen, n° 839.

§ 9. — Proposition de loi de M. Robert Bruyneel et plusieurs de ses collègues, tendant à fixer l'avancement et la retraite des fonctionnaires internés et déportés, en raison du rôle que leurs fonctions leur ont permis de jouer dans la Résistance à l'ennemi, présentée à l'Assemblée

Nationale Constituante, le 5 février 1946 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 359.

§ 10. — Projet de loi relatif aux effectifs, au recrutement et aux limites d'âge des fonctionnaires et agents des services publics, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 5 février 1946 par M. André Philip, Ministre de l'économie nationale et des finances (renvoyé à la Commission des finances), n° 362 ; rapport le 7 février par M. Christian Pineau, rapporteur général, n° 384. Adoption le 15 février 1946. — Projet de loi n° 39.

Loi du 15 février 1946, promulguée au *Journal officiel* du 16 février. Rectificatif au *J. O.* du 20 février.

DISCUSSION [14, 15 février 1946] (A., pp. 305, 328) ; *Sont entendus dans la discussion générale* : MM. Christian Pineau, Rapporteur général ; André Philip, Ministre de l'Économie Nationale et des Finances ; Pierre Abelin, René Lamps, Félix Gouin, Président du Gouvernement provisoire ; Alphonse Rio, Robert Bruyneel, Jacques Duclos, Edouard Herriot, Jacques Duclos, René Peeters ; *Clôture de la discussion générale* (p. 340) ; Art. 1^{er} (ibid.) ; *Adoption des trois premiers alinéas* (ibid.) ; *Amendement présenté par M. Yves Fagon tendant à faire entrer des représentants des organisations syndicales du personnel dans les commissions de licenciement* (p. 341) ; *Adoption* (ibid.) ; *Adoption du quatrième alinéa ainsi modifié* (ibid.) ; *Amendement présenté par M. Yves Fagon tendant à comprendre des représentants de la fonction publique et des fédérations syndicales dans la composition du centre d'orientation et de réemploi* (ibid.) ; *Adoption* (ibid.) ; *Adoption du cinquième alinéa* (ibid.) ; *Adoption du sixième alinéa* (ibid.) ; *Adoption du dernier alinéa modifié* (p. 341) ; *Adoption de l'ensemble de l'article premier* (ibid.) — Art. 1^{er} bis (ibid.) ; *Amendement présenté par M. Yves Fagon tendant à notifier à la Commission des finances le nombre des fonctionnaires mis à la retraite et le nombre des fonctionnaires maintenus par suite du recul de la limite d'âge* (p. 341) ; *Adoption* (ibid.) ; *Adoption de l'article premier bis* (ibid.) — Art. 2 (p. 342) ; *Adoption* (ibid.) ; *Disposition additionnelle présentée par M. Auguste Allonneau concernant la création d'un service nouveau par une collectivité départementale ou communale* (ibid.) ; *Retrait* (ibid.) — Art. 3 : *disjonction par la Commis-*

sion (ibid.) — Art. 4 (ibid.) ; *Adoption* (p. 343) — Art. 4 bis (ibid.) ; *Amendement présenté par M. Yves Fagon tendant à provoquer l'avis des Commissions avant de mettre les fonctionnaires à la disposition du centre d'orientation et de réemploi* (p. 343) ; *Adoption* (ibid.) ; *Adoption du premier alinéa de l'article 4 bis* (ibid.) ; *Amendement présenté par M. Yves Fagon tendant à permettre le licenciement du fonctionnaire qui a été mis pour la troisième fois à la disposition du centre* (ibid.) ; *Adoption* (ibid.) ; *Adoption du deuxième alinéa et de l'ensemble de l'article 4 bis* (p. 343) — Art. 5 et 6 : *adoption* (ibid.) — Art. 7 (ibid.) ; *Adoption du premier alinéa* (ibid.) ; *Amendement présenté par M. Yves Fagon tendant à ajouter à l'indemnité de licenciement l'indemnité familiale et l'indemnité de salaire unique* (p. 343) ; *Retrait* (p. 344) ; *Adoption des deuxième et troisième alinéas et de l'ensemble de l'article 7* (ibid.) — Art. 8 (ibid.) ; *Adoption du premier alinéa* (ibid.) ; *Amendement présenté par M. Yves Fagon tendant à provoquer l'avis des Commissions avant l'admission à la retraite d'office des fonctionnaires* (p. 344) ; *Adoption* (ibid.) ; *Adoption du deuxième alinéa de l'article 8* (ibid.) ; *Amendement présenté par M. René Pleven tendant à n'appliquer les mises à la retraite qu'aux fonctionnaires en sur-nombre exclusivement* (p. 344) ; *Adoption* (p. 345) ; *Amendement présenté par M. René Pleven tendant à supprimer le quatrième alinéa relatif aux magistrats* (ibid.) ; *Rejet au scrutin* (p. 348) ; *Liste des votants* (p. 360) ; *Amendement présenté par M. Jean Minjoz tendant à commencer par mettre à la retraite les fonctionnaires nommés par le Gouvernement de Vichy* (p. 346) ; *Adoption* (ibid.) ; *Adoption de l'ensemble de l'article 8* (p. 348) — Art. 9 (p. 346) ; *Amendement présenté par M. Vincent Badie tendant à porter à 75 ans la limite d'âge actuellement fixée à 70 ans* (ibid.) ; *Rejet* (ibid.) ; *Amendement présenté par M. Yves Fagon concernant la mise à la retraite du personnel féminin* (ibid.) ; *Retrait* (p. 347) ; *Adoption de l'article 9* (ibid.) — Art. 10 : *adoption* (ibid.) — Art. 11 (ibid.) ; *Adoption* (ibid.) — *Article additionnel présenté par M. Yves Fagon concernant la succession des fonctionnaires de direction maintenus au delà de la limite d'âge* (ibid.) ; *Retrait* (ibid.) — Art. 12 : *adoption* (ibid.) ; *Alinéa additionnel présenté par M. Maurice Delom-Sorbé relatif à la limite d'âge des fonctionnaires anciens combattants* (p. 347) ; *Rejet* (p. 348) — Art. 13 et 14 : *adoption* (ibid.) — *Adoption de l'ensemble du projet de loi* (ibid.)

— *Ont pris part à la discussion des articles :* MM. *Auguste Allonneau, Vincent Badie, René Coty, Maurice Delom-Sorbé, Yves Fagon, Jacques Gavini, Edouard Hériot, Jean Minjoz, André Philip*, Ministre de l'Economie nationale et des Finances; *Christian Pineau*, Rapporteur général; *René Pleven, Robert Schuman*, Président de la Commission.

§ 11. — Proposition de loi de M. Henri Lespès et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux fonctionnaires et agents de l'Etat des départements de Seine-et-Oise et Seine-et-Marne l'indemnité de résidence servie aux fonctionnaires et agents de l'Etat de Paris et du département de la Seine, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 14 février 1946 (renvoyée à la Commission des finances), n° 422.

§ 12. — Proposition de loi de M. Maurice Delom-Sorbé et plusieurs de ses collègues tendant à permettre à certains fonctionnaires et agents de l'Etat, titulaires de la carte du combattant, d'obtenir leur maintien dans les cadres de l'administration au-delà des nouvelles limites d'âge de la retraite, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 8 mars 1946 (renvoyée à la Commission des finances), n° 629.

§ 13. — Proposition de résolution de M. Jean Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux fonctionnaires et agents des services publics, élus conseillers généraux ou municipaux, qui consacrent toute leur activité à l'exercice de leur mandat, d'effectuer les versements nécessaires à la constitution de leur retraite, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 14 mars 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 671.

§ 14. — Proposition de loi de M. Yves Fagon et plusieurs de ses collègues portant statut général des fonctionnaires civils, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 19 mars 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur et pour avis à la Commission de l'éducation nationale), n° 700.

§ 15. — Proposition de loi de M. Auguste Touchard et plusieurs de ses collègues relative

à la retraite anticipée facultative des Anciens combattants et Victimes de la guerre employés dans les administrations publiques, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 22 mars 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des finances), n° 734.

§ 16. — Proposition de loi de M. André Morice et plusieurs de ses collègues tendant à la nullité de l'acte dit loi du 3 juillet 1941 et au rétablissement des fonctionnaires et retraités des collectivités locales dans leurs droits acquis, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 3 avril 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 858.

§ 17. — Projet de loi modifiant les conditions de recrutement des ingénieurs des Ponts-et-Chaussées et des mines, présenté à l'Assemblée Nationale Constituante le 4 avril 1946 (2^e séance) par M. Jules Mogh, Ministre des Travaux publics et des Transports (renvoyé à la Commission de l'équipement), n° 878.

§ 18. — Proposition de résolution de Mme Denise Ginollin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à assimiler aux enfants vivants des fonctionnaires en âge d'être admis à la retraite les enfants morts au service de la nation au cours de la Guerre commencée le 2 septembre 1939, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 9 avril 1946 (3^e séance) (renvoyée à la Commission des pensions), n° 954.

§ 19. — Proposition de loi de Mme Francine Lefebvre tendant à faciliter le reclassement des fonctionnaires mobilisés, prisonniers de guerre, déportés et internés politiques, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 16 avril 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 1060.

§ 20. — Proposition de loi de Mme Francine Lefebvre tendant à étendre le bénéfice des dispositions de la loi du 9 décembre 1927, aux fonctionnaires mobilisés, prisonniers, déportés ou internés politiques de la Guerre 1939-1945, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 16 avril 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 1061.

§ 21. — Projet de loi relatif au statut général des fonctionnaires, présenté à l'Assemblée

Nationale Constituante le 19 avril 1946 (2^e séance) par M. Maurice Thorez, Vice-Président du Conseil (renvoyé à la Commission de l'intérieur et pour avis à la Commission des pensions), n° 1119.

§ 22. — Proposition de loi de M. André Paillieux tendant à régler vis-à-vis du Gouvernement français la situation des fonctionnaires détachés de la métropole et incorporés au cadre chérifien, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 avril 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission des pensions), n° 1231.

§ 23. — Proposition de loi de M. André Bas et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier des dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945 relatives aux candidats empêchés d'accéder aux services publics les personnes domiciliées en Alsace, Lorraine et Algérie pendant tout ou partie de l'occupation ennemie présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 26 avril 1946 (2^e séance) (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 1234.

§ 24. — du cadre algérien. — Voy. *Algérie*, § 8.

— détachés. — Voy. *Fonctionnaires*, § 22.

— déportés et internés. — Voy. *Fonctionnaires*, §§ 19, 20.

— mobilisés. — Voy. *Fonctionnaires*, §§ 19, 20.

— mutilés. — Voy. *Elections*, § 21. — *Territoires d'outre-mer*, § 14.

— des préfetures. — Voy. *Pensions et retraites*, § 9.

— prisonniers de guerre. — Voy. *Fonctionnaires*, §§ 19, 20.

— réintégration des. — Voy. *Fonctionnaires*, § 8.

Voy. aussi *Congés*, § 1^{er}. — *Pensions*, § 1^{er}. — *Territoires d'outre-mer*, § 13.

FONCTIONNAIRES (Nombre des), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (INTÉRIEUR), Discussion générale.

FONCTIONNAIRES (Statut des), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (INTÉRIEUR), Discussion générale.

FONCTIONNAIRES COLONIAUX (Situation des), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (COLONIES), Discussion générale.

FONCTIONNAIRES EN POSITION DE NON ACTIVITÉ, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (INTÉRIEUR), Discussion générale.

FONCTIONNAIRES ET AGENTS DES SERVICES PUBLICS (Traitements des), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (FINANCES), Discussion générale.

FONCTIONNAIRES INTERNÉS ET CONDAMNÉS, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (FINANCES), Discussion générale.

FONDS COLONIAL (Création du), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (COLONIES), Discussion générale.

FONDS DOTAUX. — Voy. *Impôts*, § 10.

FONDS NATIONAL D'AIDE AUX VICTIMES DU DEVOIR DE LA POLICE. — Proposition de loi de M. Christian Pineau et plusieurs de ses collègues concernant la liquidation du fonds dit « Fonds national d'aide aux victimes du devoir de la police », présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 5 février 1946 (renvoyée à la Commission de l'intérieur), n° 349; rapport le 9 avril (3^e séance) par M. Yves Fagon, n° 961. Adoption sans débat le 18 avril 1946 (1^{re} séance). — Proposition de loi n° 143.

Loi du 29 avril 1946, promulguée au *Journal officiel* des 29 et 30 avril.

FONDS.

— économique et social de l'Union française.

— Voy. *Territoires d'outre-mer*, § 23.

— monétaire international. — Voy. *Traité et conventions*, § 1

FONDS SPÉCIAUX (Répartition des), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 8.

FORCES FRANÇAISES LIBRES. — Voy. *Pensions militaires*, § 6.

FORÊTS.

§ 1^{er}. — Proposition de loi de M. Félix Garcia et plusieurs de ses collègues tendant à organiser la remise en valeur et la protection contre les incendies de la forêt de Gascogne, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 20 décembre 1945 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 141.

§ 2. — Proposition de loi de M. Félix Garcia et plusieurs de ses collègues tendant à relever de la soumission au régime forestier les communes qui y ont été soumises par Vichy, présentée à l'Assemblée Nationale Constituante le 7 février 1946 (renvoyée à la Commission de l'agriculture), n° 367.

FORFAITS. — Voy. *Impôts*, § 26.

FORGES DE LA CHAUSSADE DE GUÉRIGNY (Nièvre). — Voy. « *La Marine nationale* ».

FOURRAGE (Dépenses de), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (Dépenses militaires) (ARMÉES).

FOYER (Aide au), Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (POPULATION), *Discussion générale*.

FOYERS DOMESTIQUES. — Voy. *Charbon* (attribution de).

FOYERS RURAUX, Observations y relatives, voy. *Budget de l'exercice 1946*, § 2 (AGRICULTURE), *Discussion générale*.

FRANÇAIS.

— âgés de plus de 65 ans. — Voy. *Vieux travailleurs*, § 16.

— indigne. — Voy. *Nationalité française*, § 1^{er}.

FRANCO (Rupture des relations avec). — Voy. *Espagne*.

